

Elevages  
2 rue Kerivoal  
29334 Quimper

Quimper, le 08/07/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EARL LE GALL**

LD Kermadec  
29450 Sizun

Références : 0052904052  
Code AIOT : 0052904052

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2026 dans l'établissement EARL LE GALL implanté LD Kermadec 29450 Sizun. L'inspection a été annoncée le 27/05/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL LE GALL
- LD Kermadec 29450 Sizun
- Code AIOT : 0052904052
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

élevage de porcs naisseur / engraisseur soumis à autorisation

### Thèmes de l'inspection :

- AN26 Eau Ouvrage Agri Agro / Bref SA
- Transfert d'effluents / Compostage

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                    | Référence réglementaire                          | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Conformité de l'installation à la demande d'autorisation             | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3      | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 2  | Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées (DFA)  | Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4-2    | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 4  | Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disjoncteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18     | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 5  | Notification des changements du plan d'épandage                      | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 6  | Dispositions relatives au compostage, températures                   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29     | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 7  | Bordereaux import, export                                            | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30     | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                       | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------|
| 3  | Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17 | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|-------------------------|-------------------|
|    | disconnecteur)    |                         |                   |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une facture de thermomètre et une attestation de passage d'une personne assurant le paramétrage et la remise en fonctionnement de la station de traitement doivent être transmis sous un mois.

De nombreux enregistrements exigés ne sont pas réalisés. Ils doivent être mis en place. Ces documents dûment renseignés seront transmis sous 3 mois.

Le guide de fabrication de compost à la ferme transmis doit être appliqué.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.<br>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Constats :</b><br><br>L'atelier est autorisé pour 321 reproducteurs, 2851 porcs charcutiers et 1600 porcs de moins de 30 kg. de Les installations et la production sont conformes au dossier.<br>L'unité de traitement n'a pas fonctionné depuis 2024. Les effluents ont été cédés à des prêteurs non déclarés dans le dossier.<br>Au moment de l'inspection, une nouvelle centrifugeuse vient d'être installée suite à une panne. Un informaticien doit venir d'ici quelques jour remettre en fonctionnement l'installation.<br>Il est prévu de traiter le lisier tel que prévu au dossier à l'avenir. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Informez nos services de toute modification notable du fonctionnement.<br>Transmettre une attestation de passage du réparateur de l'unité de traitement.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 2 : Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées (DFA)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4-2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse : DFA                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées.                                       |
| <b>Constats :</b><br><br>La DFA est renseignée pour la campagne 2024/2025 :<br>La production de porcs charcutiers (7297) est inférieure à la limite autorisée : 8553.<br>25940 kg N produits<br>17098 kg N cédés<br>baisse des stocks de 1189 kg N<br>soit 10031 kg N à épandre sur 66,4 ha<br>La pression d'azote organique est 151 kg N / ha de S.A.U.<br><br>Du compost est cédé sous l'appellation "LBP" : lisier brut de porc. Il s'agit d'une erreur sur la nature du fertilisant azoté cédé. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Veiller à ce que la DFA soit correctement renseignée                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 3 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.<br>Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.<br>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.<br>Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

|                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Le site est approvisionné par une source captée quelques mètres avant la jonction de 2 ruisseaux. Le creusement d'un forage était prévu en mai 2026. Lorsque le forage sera en fonctionnement, l'exploitation ne sera plus reliée à la source.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                   |

**N° 4 : Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La consommation prévue au dossier est 8 100 m<sup>3</sup> / an.</p> <p>Le compteur de consommation de l'exploitation indique 26 216 m<sup>3</sup>.</p> <p>Les relevés de consommation mensuels ne sont pas réalisés.</p> <p>Une analyse de l'eau du 7/08/2025 a été présentée.</p> <p>Deux arrivées d'eau distinctes, réseau ou source, alimentent une cuve de départ vers l'élevage. Les réseaux ne sont pas connectés.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Relever et enregistrer chaque mois la consommation d'eau de l'élevage. Transmettre les relevés récents réalisés.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 5 : Notification des changements du plan d'épandage**

|                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d</p> |
| <p><b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales</p>                                 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p> <p>Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La modification de la gestion des effluents et du plan d'épandage de la campagne 2024/2025 n'a pas été notifiée au préfet.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre une mise à jour du plan d'épandage au préfet, en intégrant les prêteurs de terre.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 6 : Dispositions relatives au compostage, températures**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée ;</li> <li>- la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines.</li> </ul> <p>Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondants sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'y a pas de sonde de température.<br/>Les températures ne sont pas relevées.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Les andains sont déplacés 3 fois toutes les 1 à 2 semaines.</p> <p>Des analyses sont réalisées selon l'exploitant mais n'ont pas été présentées.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transmettre une facture d'achat d'un thermomètre adapté.</li> <li>- valider le respect d'un barème de traitement</li> <li>- Transmettre un relevé des températures validant un lot compostage (cf document transmis sur la fabrication de compost à la ferme).</li> <li>- transmettre la dernière analyse de compost bactériologique et physico-chimique</li> </ul> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 7 : Bordereaux import, export**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les bordereaux de cession d'effluents ont été présentés pour la campagne 2024/2025. Un bordereau mentionne la livraison de compost alors que la DFA mentionne la cession de lisier. La correspondance à une norme n'est pas notée sur le bordereau. Le numéro du lot de fabrication n'est pas inscrit sur le bordereau.</p>                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La cession de compost, s'il répond à une norme, n'est pas soumis à la transmission d'un plan d'épandage. Par contre, la mention de la norme doit être indiquée sur le bordereau de cession. Veillez à distinguer le compost normé dont l'appellation doit être inscrite sur les bordereaux, du compost non normé soumis à la transmission d'un plan d'épandage.</p>                                                                                                                   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |